

Ce que disent les chiffres de l'insee... et pourquoi nous avons de très bonnes raisons de nous mobiliser !

Nos salaires baissent depuis l'élection de Macron !

Les dernières publications de l'INSEE sont sans appel : en 2019, le salaire réel net moyen dans la fonction publique a baissé :

- Dans la fonction publique hospitalière, il a diminué de 0,8 % en euros constants, après avoir baissé de 1,0 % en 2018. Ce salaire est inférieur de 0,6 % à ce qu'il était en 2011 !
- Dans la fonction publique d'État, il a diminué de 0,1 % en euros constants, après avoir baissé de 1,2 % en 2018. Ce salaire est inférieur de 1,4 % à ce qu'il était en 2011 !

Aujourd'hui, l'inflation repart à la hausse (+ 1,9 % sur un an au mois d'août). Cela signifie que le gel du point d'indice aura pour conséquence une baisse significative du salaire réel moyen des fonctionnaires en 2021.

Les inégalités augmentent à cause de la politique fiscale de Macron

En 2018, les inégalités de revenu ont fortement augmenté : baisse de la fiscalité sur les revenus du patrimoine, baisse des allocations logements, etc. Le diagnostic est sans appel, et les choses ne devraient pas s'arranger pour les années suivantes. A cela, il faut ajouter que le poids des dépenses contraintes est beaucoup plus fort chez les plus pauvres, si bien que les inégalités de revenu « arbitrage » (le revenu dont peuvent réellement disposer les gens) sont encore plus fortes.

En 2019, une personne sur cinq est en situation de pauvreté monétaire (niveau de vie inférieur à 60 % du niveau de vie médian) ou de privation matérielle et sociale (non-accès aux biens et services fondamentaux). La pauvreté monétaire augmente depuis l'élection de Macron.

Le niveau de vie moyen de la population a baissé en 2020

On nous explique parfois que notre niveau de vie moyen n'a pas baissé en 2020 : c'est FAUX. Le « pouvoir d'achat du revenu disponible brut » (revenu disponible corrigé de l'inflation) a certes augmenté de 0,4 %. Corrigé de la croissance démographique, autrement dit par habitant, il a stagné.

En revanche, le pouvoir d'achat du revenu disponible brut ajusté par unité de consommation a baissé de 1,5 % en 2020. C'est l'indicateur le plus précis de l'évolution du niveau de vie, car il tient compte :

- de l'évolution des prix
- de la croissance démographique
- des prestations en nature versées par les administrations publiques (éducation, santé, logement...)

Il faudra attendre des études plus précises sur l'impact de la crise sur les différentes catégories de ménages. Mais on sait d'ores et déjà que ce sont les personnes les plus précaires (en CDD, en intérim, etc.) qui ont été les plus impactées par la crise, pendant que les plus riches ont vu leur patrimoine s'envoler.

Pendant ce temps-là, le taux de marge des entreprises augmente, dopé par les subventions publiques

Quand une crise éclate, le taux de marge des entreprises baisse en général : les salaires versés diminuent moins que la valeur ajoutée (grâce à la « rigidité » du marché du travail dénoncée par les libéraux), et donc la part des profits tend à baisser. Ainsi, lors de la crise de 2009, le taux de marge a plongé, passant de 33,5 % début 2008 à 30,6 % fin 2009. Cette fois-ci, le taux de marge a augmenté pendant la crise sanitaire, passant de 33,0 % fin 2019 à 35,4 % aujourd'hui, grâce aux dizaines de milliards de subventions publiques versées au patronat.

Et maintenant, ils veulent couper dans les dépenses sociales et pour les services publics !

Une récente étude de l'INSEE¹ a montré l'importance de la dépense publique (notamment les transferts en nature) dans la réduction des inégalités. Et ce sont précisément ces dépenses, qui bénéficient avant tout aux ménages les moins aisés, que le gouvernement veut baisser. Il s'appuie pour cela sur le rapport « Arthuis / Tavernier » qui préconise de baisser les dépenses sociales (jugées improductives) et de prioriser les dépenses « utiles », c'est-à-dire celles qui visent à améliorer la compétitivité des entreprises.

Nous tenons à affirmer que notre institut ne saurait être associé, d'une quelconque façon, à un rapport qui défend une politique de classe au service des plus riches sous couvert d'une expertise qui se veut scientifique et neutre.

Pour résumer, ce gouvernement a depuis 2017 :

- baissé le salaire réel des fonctionnaires
- augmenté les inégalités
- distribué des dizaines de milliards au patronat, sans aucune contrepartie
- privé de leurs salaires des milliers de travailleurs avec la mise en place du « pass sanitaire » qui répond avant tout à une logique répressive, antisociale, plutôt qu'à une logique sanitaire

Le gouvernement prévoit désormais de baisser les dépenses sociales : diminution des prestations chômage, nouvelle austérité imposée au services publics, etc.



Avec le gel du point d'indice, les agent-e-s publics vivent depuis plus de 10 ans des pertes continues de pouvoir d'achat alors que ce sont eux qui compensent les hémorragies d'effectifs par des gains de productivité. La mesure de l'indemnité d'inflation est très loin de combler cette injustice. Il y a urgence pour de véritables mesures de revalorisation salariale.

Celles-ci doivent passer par des mesures générales indiciaires : revalorisation des grilles, revalorisation du point d'indice et dégel du point.

1 [Réduction des inégalités : la redistribution est deux fois plus ample en intégrant les services publics – Revenus et patrimoine des ménages | Insee](#)